

# TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'OFFICE RÉCEPTEUR

Destinataire :		<h1>PCT</h1>  NOTIFICATION DU REJET ENVISAGÉ DE LA REQUÊTE EN RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ OU INVITATION À FOURNIR UNE DÉCLARATION OU D'AUTRES PREUVES  (règle 26bis.3.f) et g) du PCT)	
		Date d'expédition (jour/mois/année)	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire		<b>DÉLAI DE RÉPONSE</b> Voir ci-après	
Demande internationale n°	Date du dépôt international/Date de réception (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)	
Déposant			

L'office récepteur a reçu du déposant une requête en restauration du droit de priorité qui était :

- ☐ insérée dans le formulaire PCT/RO/101 à la date du dépôt de la présente demande internationale, ou  
☐ reçue le \_\_\_\_\_

La requête en restauration du droit de priorité concerne la/les revendication(s) de priorité suivante(s) \_\_\_\_\_.

L'office récepteur notifie au déposant son **intention de rejeter** la requête, **partiellement** le cas échéant, pour les raisons suivantes :

- ☐ la requête en restauration du droit de priorité n'a pas été reçue dans le délai applicable selon la règle 26bis.3.e).
- ☐ l'exposé des motifs pour lesquels la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité fait défaut ou est insuffisant (règle 26bis.3.b)ii)); le déposant peut remettre, dans le **délai** applicable visé à la règle 26bis.3.e)\* un exposé des motifs (corrigé).
- ☐ la déclaration exigée à l'appui de l'exposé des motifs pour lesquels la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité fait défaut ou est insuffisante (règle 26bis.3.f)); le déposant est invité à remettre une déclaration (corrigée) dans un **délai** de \_\_\_\_\_ (**jours/mois**) à compter de la date de la présente invitation (règle 26bis.3.f)).
- ☐ les preuves requises à l'appui de l'exposé des motifs pour lesquels la demande internationale n'a pas été déposée dans le délai de priorité font défaut ou sont insuffisantes (règle 26bis.3.f)); le déposant est invité à remettre de telles preuves dans un **délai** de \_\_\_\_\_ (**jours/mois**) à compter de la date de la présente invitation (règle 26bis.3.f)).
- ☐ le défaut de paiement ou le paiement insuffisant de la taxe pour requête en restauration requise en vertu de la règle 26bis.3.d); le déposant peut, dans le **délai** applicable selon la règle 26bis.3.e)\*, payer en totalité le montant dû.
- ☐ la demande internationale ne contient pas la revendication de priorité d'une demande antérieure; le déposant peut, dans le **délai** applicable selon la règle 26bis.3.e)\*, soumettre une communication selon la règle 26bis.1.a) visant à ajouter la revendication de priorité.
- ☐ Voir l'annexe pour plus de précisions.

Le déposant bénéficie de la possibilité de présenter des **observations** sur le rejet envisagé dans un **délai** de \_\_\_\_\_ (**jours/mois**) à compter de la date de la présente notification (règle 26bis.3.g)).

\* Le **délai** applicable en vertu de la règle 26bis.3.e) est de deux mois à compter de la date d'expiration du délai de priorité; toutefois, lorsque le déposant a présenté une demande de publication anticipée conformément à l'article 21.2)b), le délai applicable est la date de l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale. Le délai applicable pour le paiement de la taxe peut être prorogé, au choix de l'office récepteur, d'une période de deux mois maximum à compter de l'expiration du délai visé à la règle 26bis.3.e).

Une copie de cette notification/invitation est envoyée au Bureau international.

Nom et adresse postale de l'office récepteur	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

L'office récepteur envisage de rejeter la requête en restauration du droit de priorité, partiellement le cas échéant, pour les raisons suivantes :